

COMMENTAIRES ET AMENDEMENTS SUR LE DEUXIÈME PROJET RÉVISÉ DE L'INSTRUMENT JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANT SUR LES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES ET AUTRES ENTREPRISES CONCERNANT LES DROITS HUMAINS (publié le 06.08.2020)

Campagne mondiale pour récupérer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des entreprises et mettre fin à l'impunité / Octobre 2020

1. INTRODUCTION

La nouvelle version du projet de l'instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales (STN) et autres entreprises commerciales concernant les droits humains a été publiée en août 2020. Elle servira de base de négociation lors de la 6^e session du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les STN et les droits humains (26-30 octobre 2020), qui a été créé par la résolution 26/9 du Conseil des droits de l'homme et chargé de négocier et d'élaborer l'instrument juridiquement contraignant, sous la forme d'un traité des Nations unies.

Malgré des changements positifs émanant des mouvements sociaux que nous saluons et qu'il est nécessaire de conserver et de défendre, les organisations membres de la Campagne mondiale sont encore préoccupées par les problèmes structurels majeurs de la nouvelle version du projet. En effet, le texte actuel ne reflète pas l'objectif du mandat créé par la résolution 26/9, s'écartant ainsi de la voie de l'élaboration d'un traité fort et efficace. Lorsque nous parlons d'un traité fort, nous entendons un traité capable de juguler les violations commises par les STN, qui restent aujourd'hui pour la plupart sans réponse en raison des lacunes du droit international concernant ces acteurs. Dans ce contexte, rappelons l'objectif de la résolution 26/9 qui est de « régler, dans le cadre du droit international des droits de l'homme, les activités des sociétés transnationales et autres entreprises », sachant que l'expression « autres entreprises » « désigne toutes les entreprises dont les activités opérationnelles ont un caractère transnational et ne s'applique pas aux entreprises locales enregistrées aux termes de la législation interne pertinente. » Cette nouvelle version dudit projet contient encore des aspects problématiques qui pourraient empêcher le futur instrument d'atteindre ces objectifs.

En effet, le projet actuel s'écarte du mandat du Groupe de travail intergouvernemental en réduisant encore plus son caractère transnational. Ce dernier, comme le précédent, ne semble plus être un projet principalement axé sur les STN, mais plutôt un instrument général focalisant sur les obligations des États dans le contexte des affaires. Ce recul a été impulsé par certains pays qui ont toujours rejeté le processus de négociation du traité, ainsi que par le secteur privé et adopté par la présidence du groupe de travail, malgré la demande de nombreux pays pour un traité axé sur les STN, conformément à la résolution 26/9. Ainsi, la nouvelle version du projet détourne l'attention du cœur du problème : l'impunité des STN au niveau international et tout au long de leurs chaînes de valeur globales, rendue possible par les structures complexes de l'architecture transnationale qui permet à ces entités d'échapper au contrôle démocratique et juridique. Les mécanismes de mise en œuvre prévus par le projet actuel sont faibles et insuffisants, peu susceptibles de pouvoir régler avec succès les activités des STN, de s'attaquer avec succès aux piliers de l'impunité de ces entités et, par conséquent, peu susceptibles de garantir un accès intégral et efficace à la justice pour les personnes affectées.

La Campagne mondiale réitère son engagement dans ce processus historique, en défendant les éléments positifs inclus dans le projet actuel et en luttant pour l'inclusion d'éléments importants qui manquent encore et/ou qui ont été éliminés/modifiés des précédentes versions. Les pages suivantes reflètent nos principaux commentaires et propositions sur la nouvelle version du projet révisé. Nous demandons qu'elles soient prises en compte dans l'élaboration de la prochaine version du projet de traité, car nous les considérons comme cruciales pour répondre aux besoins et aux attentes des communautés et personnes affectées.

2. COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

Le deuxième projet révisé ne comporte pas de changements très importants par rapport au précédent. Ainsi, les failles existant dans le précédent texte demeurent, et les sociétés transnationales pourraient les utiliser pour se soustraire à leurs responsabilités.

D'une manière générale, ce deuxième projet révisé manque toujours de mécanismes de mise en œuvre solides pour garantir l'application et l'efficacité du traité. Toutes les responsabilités reposent sur les épaules des États, ce qui est insuffisant. En effet, comme nous le savons, les STN, grâce à des structures juridiques et administratives complexes, et avec un pouvoir économique et politique sans commune mesure, sont en mesure de contourner les juridictions nationales. C'est pourquoi l'objectif de ce processus devrait être d'établir un cadre international contraignant pour les STN, au-delà des obligations des États.

Il est aussi important de noter qu'au travers de leur influence, les lobbyistes du secteur privé font tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher, retarder l'adoption et/ou affaiblir le contenu de toute loi nationale, régionale, internationale qui chercherait à réguler les activités des STN ou qui pourraient affecter leurs profits. Qui plus est, les STN peuvent désormais assigner les États devant des cours d'arbitrage internationale à travers les mécanismes controversés de règlement des différends entre investisseurs et États inclus dans plus de 3400 traités d'investissements. C'est pourquoi nous avons avant tout besoin d'un traité international contraignant.

Compte tenu de cette réalité, pour être efficace et mis en œuvre, le traité doit :

- établir des **obligations directes pour les STN**, qui pourraient facilement être créées en transformant par exemple certaines dispositions de l'article 6 . Ces obligations pour les STN sont différentes et distinctes des obligations des États et la nécessité de les inclure a été soulignée à chaque session de négociation par certains États et plusieurs experts juridiques ;
- établir explicitement la possibilité d'une **application directe du traité** par les juges nationaux ;
- prévoir des **mécanismes solides contre l'influence induite des STN**, en renforçant la disposition relative à cet élément dans l'article 6 et le rendre applicable à l'ensemble du traité ; *note : l'inclure dans les dispositions qui ne peuvent pas faire l'objet de réserves ?*
- créer un **tribunal international complémentaire aux tribunaux nationaux**. Cette instance sera essentielle pour les affaires à caractère transnational ?, tels que les dommages environnementaux affectant différents pays, ou lorsque les activités d'une STN affectent des personnes dans plusieurs pays. Ceci est crucial pour la mise en œuvre efficace du traité et pour sanctionner en cas de non-respect ;
- **revenir au champ d'application initial axé sur les STN**, comme le soutiennent de nombreux États, experts et organisations de la société civile. L'élargissement du champ d'application à toute entreprise, sans distinction, même celles qui n'ont pas de caractère transnational, est une façon de diluer le contenu du futur traité, de le rendre inefficace et de détourner l'attention de l'impunité des STN.
- réaffirmer clairement la **primauté du droit international** des droits humains sur tout autre instrument juridique international, et en particulier sur les accords de commerce et d'investissement
- compléter la définition de « relation d'affaires » par une **référence explicite aux « chaînes de valeur mondiales »**.

En outre, la nouvelle version du projet devrait utiliser les bons termes. Par exemple, les termes « violations » ont totalement disparu et ont été remplacés partout par « abus ». Le terme « abus » prête à confusion, car il établit une hiérarchie entre les États qui violeraient les droits humains et les STN qui pourraient commettre des abus. Ce terme n'est pas conforme au langage juridique des instruments internationaux relatifs aux droits humains. Même s'il est vrai que les STN peuvent commettre des abus, il est également vrai et incontestable que ces entités violent souvent les droits humains des individus ou des communautés.

En outre, nous réaffirmons que la perspective qui doit prévaloir est toujours celle des personnes affectées et non celle de l'auteur des violations, comme déjà établi dans le droit international des droits humains telle que la doctrine de la centralité de la souffrance de la victime, déjà largement développée dans le système inter-américain des droits de l'homme.

3. COMMENTAIRES ET AMENDEMENTS SUR LES ARTICLES

Préambule

Le préambule du deuxième projet révisé contient encore des points problématiques qui pourraient entraver l'efficacité du futur traité et le respect de la résolution 26/9:

- le terme « abus » devrait être remplacé par « violations » dans §§8, 12, 13, 14 et 19.
- l'expression « entreprises commerciales » devrait être remplacée par « STN et autres entreprises commerciales de caractère transnational » dans §§8, 11, 13, 15 et 19.

Préambule §3 Dans la liste des instruments internationaux mentionnés dans le préambule, il convient d'ajouter ce qui suit.

Amendment §3: Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination; the International Covenant on Civil and Political Rights; the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights; the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women; the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families; the Convention on Biological Diversity; the Convention on the Rights of the Child; the Convention on the Rights of Persons with Disabilities; the Convention relating to the Status of Refugees; the Convention against Corruption, the Conventions and Recommendations of the International Labour Organization, the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, the Convention on Slavery, the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance, the Declaration on the Right of Peoples to Peace, the Declaration on the rights of peasants and other people working in rural areas, the four Geneva Conventions and their Optional Protocols, the International Convention against the Recruitment, Use, Financing and Training of Mercenaries; the International Convention on the Suppression and Punishment of the Crime of Apartheid, the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity; the Rome Statute of the International Criminal Court and other relevant international instruments approved at the international level in the human rights framework.

Preamble §4 : On propose l'amendement suivant :

*Reaffirming the fundamental human rights and the dignity and worth of the human person, in the equal rights of men and women, **in particular the instruments adopted regarding economic, social, cultural, civil, political and labour rights; the right to development, self-determination and a healthy environment; and all the collective rights of indigenous peoples, native communities and of peasants and other people working in rural areas, international humanitarian law, and the need to promote social progress and better standards of life in larger freedom while respecting the obligations arising from treaties and other sources of international law as set out in the Charter of the United Nations***

Preamble §12: Quelques soit l'implication d'une STN, directe ou indirecte, dans des violations des droits humains, sa responsabilité devrait être engagée. De plus, une référence à la chaîne de valeur mondiale devrait être ajoutée :

*Amendment §12: ...as well as by preventing or mitigating human rights ~~abuses~~ violations that are **committed all along its global value chains, directly and indirectly** linked to their operations, products or services by their business relationships...*

Préambule §19: Ce paragraphe stipule que le futur traité « clarifiera et facilitera la mise en œuvre effective des obligations des États concernant les violations des droits humains liées aux activités des entreprises, et les responsabilités des entreprises en ce sens ». Les mots « clarifier et faciliter » affaiblissent le texte et devraient être supprimés. En outre, ce paragraphe mentionne les « responsabilités des entreprises ». Le terme « responsabilité » devrait être remplacé par « obligations » qui seront détaillées tout au long du traité et ne seront pas seulement vaguement mentionnées dans le préambule. Dans le préambule, l'accent est mis sur l'obligation principale de respecter, protéger, réaliser et promouvoir les droits humains, qui incombe exclusivement aux États. Comme cela a été souligné tout au long des discussions au sein du Groupe de travail, l'obligation de respecter les droits humains ne peut être limitée aux seuls États. Il est nécessaire de

préciser dans cette partie, et dans tout le traité, les obligations spécifiques des STN dans le cadre de leurs activités, qui sont nécessaires pour se conformer à la résolution 26/9.

*Amendment §19: Desiring to ~~clarify and facilitate~~ **effectively implement** the obligations of States regarding business-related human rights ~~abuses violations~~ and the ~~responsibilities obligations of TNCs and other business enterprises~~ in that regard;*

En outre, afin de renforcer les dispositions du préambule, nous proposons d'ajouter un paragraphe qui réaffirme la primauté des droits humains sur les investissements et les accords commerciaux.

Nouveau paragraphe proposé: Reaffirming the primacy of International Human Rights Law over all other legal instruments, especially those related to trade and investment.

Nous suggérons également l'ajout d'un paragraphe relatif aux obligations des STN en ce qui concerne leur poids économique et leur influence décisive dans le respect des droits humains, du travail et de l'environnement :

Nouveau paragraphe proposé: Stressing the growing economic weight of some business entities, in particular transnational corporations, and their particular responsibility and impact on human, labour and environmental rights.

Nouveau paragraphe proposé: Recalling that transnational corporations and other business enterprises of transnational character have obligations derived from international human rights law and that these obligations exist independently and in addition of the legal framework in force in the host and home States.

Il est également nécessaire d'inclure une référence sur la question de l'influence induite des entreprises, inspirée de la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (article 5.3):

Nouveau paragraphe proposé: Underlining that in setting and implementing their public policies with respect to the regulation of TNCs with respect to human rights, State Parties shall act to protect these policies from commercial and other vested interests, and from undue interference by TNCs.

Section I

Article 1. Définitions

1.1: Définition des victimes : Nous proposons d'utiliser le terme « communautés et individus affectés » à la place ou en parallèle du terme « victimes ». Ce terme risque de retirer le rôle de protagonistes aux personnes. De plus, le terme « substantiel » devrait être supprimé.

*Amendment 1.1: "Victim/Affected people and communities" shall mean any persons or ~~communities group~~ who individually or collectively have suffered harm, including physical or mental injury, emotional suffering, or economic loss, or **substantial** impairment of their human rights, through acts or omissions in the context of business activities **of transnational character**, that constitute human rights **abuse violation**. The term "victim/affected people and communities" shall also include the immediate family members or dependents of the direct victim/affected person, and persons who have suffered harm in intervening to assist victims in distress or to prevent victimization. A person shall be considered a victim/affected regardless of whether the perpetrator of the human rights **abuse violation** is identified, apprehended, prosecuted, or convicted*

1.2: Définition des abus : La suppression du terme « violation », comme expliqué dans l'introduction de ce document, peut être comprise comme une restriction ou une minoration des actes des STN et, en outre, elle n'est pas conforme aux dénominations des droits humains internationalement reconnues. Par conséquent, le terme « abus » doit être remplacé par « violation » tout au long du texte.

Amendment 1.2: Human rights ~~abuse~~² **violation** shall mean any harm committed by a business enterprise, through acts or omissions in the context of business activities, against any person or group of persons, that impedes the full enjoyment of internationally recognized human rights and fundamental freedoms, including regarding environmental rights.

1.3: Définition des activités commerciales : En ce qui concerne la définition des "activités commerciales", il est important de la maintenir en conformité avec la résolution 26/9 qui se concentre sur les STN et autres entreprises commerciales (OBE) à caractère transnational.

Amendment 1.3: *To the purpose of this (Legally Binding Instrument), business activities” means any for profit economic or other activity undertaken by ~~a natural or legal person, including State-owned enterprises~~ transnational corporations and other business enterprises of transnational character, intended as natural or legal persons, which can be private, public or mixed, as well as joint ventures, ~~undertaken by a natural or legal person.~~ This will include activities undertaken by electronic means.*

1.4: Définition des activités commerciales à caractère transnational : Dans le point b et c, le terme "substantiel" doit être supprimé, car toute activité et ses effets dans un autre État est considéré comme une activité transnationale. L'utilisation de ce terme réduit la responsabilité des entreprises, en autorisant une interprétation libre du caractère substantiel de l'activité transnationale ou de ces effets. Là encore, l'utilisation de termes dont la notion n'est pas explicitement définie peut entraîner une perte d'efficacité de l'instrument.

1.5: Définition de la relation d'affaires : La nouvelle version du projet révisé reprend la terminologie précédente de "relation d'affaires", comme l'ont demandé la Campagne mondiale, de nombreuses autres organisations et certains États. Ce changement est important afin d'éviter des interprétations restrictives de l'ancien concept de "relation contractuelle". Bien que la nomenclature change, le contenu a été conservé presque inchangé, avec seulement l'ajout des activités réalisées par des moyens électroniques. Dans ce contexte, il est nécessaire de renforcer cette définition en : 1) en la reliant à d'autres mécanismes qui étendent la responsabilité juridique (pas seulement la diligence raisonnable) à l'ensemble de la chaîne de valeur globale donnée et doivent inclure des instruments capables d'équilibrer l'asymétrie concernant la charge de la preuve ; 2) en définissant les chaînes de valeur globales qui sont les piliers de l'architecture transnationale.

Amendment 1.5: *“Business relationship” refers to any relationship between natural or legal persons to conduct business activities, including those activities conducted through affiliates, subsidiaries, agents, suppliers, partnerships, joint venture, beneficial proprietorship, or any other structure or contractual relationship as provided under the domestic law of the State, including activities undertaken by electronic means. **The term business relationship shall not be restricted to the signing parts of specific contracts or other formal proof and should be interpreted in the most protective manner for the for the affected people and communities under this treaty. This “business relationship” is built upon the joint and several liability between the parent company of a TNC and all entities along their global value chain (as defined in this article), including private and public investors, including the International Economic and Financial Institutions (as defined below) and banks participating by investing in the production processes, for all of their activities.***

Nouveau paragraphe proposé 1.5bis: *For the purposes of this Treaty, joint and several liability is the responsibility between TNCs, all its subsidiaries and their global value chain, including the parent company and private and public investors, including the International Economic and Financial Institutions (as defined below) and banks participating by investing in the production processes, for all of their activities.*

Nouveau paragraphe proposé 1.5bis2: *The « Global value chain » consists of a group of companies coordinated by a transnational corporation that contribute to the operations of the transnational corporation – from the provision of materials, services and funds to the delivery of products for the end user. The global value chains include affiliates, contractors, subcontractors or suppliers with whom the transnational corporation carry on established business relations. The TNC may exercise influence over a global value chain company depending on the circumstances.*

Définition des institutions financières internationales (IFI): Les IFI ont un impact indéniable sur la jouissance des droits humains. La Campagne mondiale réitère la nécessité que le futur traité inclue des acteurs clés tels que les IFI dans les définitions.

Nouveau paragraphe proposé 1.7: IFIs include Inter-governmental organisations, the United Nations and its specialised agencies (International Monetary Fund, World Bank), the World Trade Organization (WTO), development, trade and investment banks, regional banks and other international financial institutions.

Article 2. Objet

Comme l'indique clairement la résolution 26/9, il est nécessaire de faire de la réglementation des activités des STN, dans le cadre des dispositions du traité contraignant, le principal objectif. Nous proposons que le premier paragraphe de cet article soit libellé comme suit :

Nouveau paragraphe proposé 2.1.0: To regulate the activities of transnational corporations and other business enterprises of transnational character within the framework of international human rights law.

2.1.a: Le deuxième projet révisé a explicitement ajouté, par le biais de l'article 2.1.a, que le but du traité est de réglementer les "responsabilités des entreprises commerciales à cet égard". Il s'agit d'une amélioration par rapport à la formulation précédente. Toutefois, afin de se conformer pleinement au contenu de la résolution 26/9, qui vise à "réglementer les activités des STN et autres entreprises commerciales dans le cadre du droit international des droits humains", il est nécessaire non seulement de mentionner que les "entreprises commerciales" ont des obligations, mais aussi de les énumérer et de les établir clairement dans le projet.

*Amendment 2.1.a: To ~~clarify and facilitate~~ effectively implementation of the obligation of States to respect, protect and promote human rights in the context of business activities, as well as **listing and establishing the responsibilities obligations** of TNCs and other business enterprises of transnational in this regard.*

2.1.b: Dans le paragraphe sur la prévention, il est nécessaire de réitérer l'importance de réglementer les STN en établissant des obligations et des responsabilités directes et concrètes vis-à-vis des droits humains, accompagnées des mécanismes de mise en œuvre nécessaires.

*Amendment 2.1.b: To prevent the occurrence of human rights **violations abuses** in the context of business activities, **by establishing concrete obligations to respect human rights for TNCs, in addition to States' obligation, and by creating effective and binding mechanisms of monitoring and enforceability.***

2.1.d: Enfin, dans le souci d'assurer de meilleurs résultats, l'expression "renforcer", présente dans l'article 2.1.d, devrait être remplacée par une expression sémantiquement plus forte comme "garantir", qui représenterait un caractère plus fort pour la prévention des violations des droits humains perpétrées par les STN. En outre, l'objectif de promotion de la coopération internationale est important et doit être réalisé dans le respect des normes internationales en matière de droits humains.

*Amendment 2.1.d: To facilitate and ~~strengthen~~ **guarantee** mutual legal assistance and international cooperation, **carried out in accordance with international human rights standards**, to prevent human rights **abuses violations** in the context of business activities and provide access to justice and effective remedy to victims of such **abuses violations**.*

Article 3. Champ d'application

3.1: Avec la formulation "y compris notamment mais non exclusivement celles à caractère transnational", l'article 3 s'écarte du mandat du groupe de travail (Résolution 26/9) et contredit également la définition de l'article 1.3 du présent projet. Par conséquent, comme déjà dit, il est nécessaire d'harmoniser dans tout le

futur instrument juridiquement contraignant les termes utilisés pour désigner les STN et autres entreprises à caractère transnational. Dans le cas contraire, l'efficacité et la cohérence du traité sera compromise.

***Amendment 3.1:** Unless stated otherwise, this (Legally Binding Instrument) shall apply ~~to all business activities, including but not limited to transnational corporation and other business enterprises that undertake business activities of a transnational character~~ to transnational corporations and other business enterprises of transnational character, including their subsidiaries, branches, subcontractors, suppliers, and all other entities in their global value chains.*

3.2: Concernant ce paragraphe nous proposons l'amendement suivant :

***Amendment 3.2:** Notwithstanding Art 3.1 above, when imposing **prevention** obligations on ~~business enterprises transnational corporations and other business enterprises of transnational character~~ under this (Legally Binding Instrument), State Parties may establish in their law, a non-discriminatory basis to differentiate how business enterprises discharge these obligations commensurate with their size, sector, operational context and the severity of impacts on human rights.*

3.3: Enfin, l'article 3.3 énumère désormais les instruments internationaux des droits humains pour définir les droits couverts par le traité. Cette liste est restrictive et n'est pas cohérente avec les textes internationaux énumérés dans le préambule, comme cela a déjà été mentionné. La référence au "droit international coutumier" est importante car elle permettra au traité d'élargir son champ d'application à l'avenir, lorsque de nouveaux droits seront reconnus au niveau international. Ce paragraphe devrait également inclure, comme le projet zéro, une référence aux droits plus favorables reconnus dans le droit interne, afin de protéger également des droits tels que les droits de la nature qui sont reconnus par certains États. Enfin, l'expression "auxquels un État est partie" devrait être supprimée, car elle créera une protection inégale des droits humains d'un État à l'autre en fonction du traité et des conventions de l'OIT auxquels ils sont parties ou non. Nous pouvons utiliser ici l'exemple de la Convention 198 de l'OIT qui est applicable à tous les États même s'ils ne l'ont pas ratifiée.

Amendment 3.3:** This (Legally Binding Instrument) shall cover all ~~internationally recognized human rights and fundamental freedoms, in particular those emanating from the Universal Declaration of Human Rights, any core international human rights treaty and fundamental ILO convention to which a state is a party~~ **the instruments mentioned in the Preamble, customary international law or any more protective right as stated in article 14.3.

Article 4. Droit des victimes

Le titre de cet article est incomplet car il n'inclut pas seulement les droits des victimes mais aussi les droits qui appartiennent à tous les individus et communautés menacés ou affectés par le préjudice des entreprises, même s'ils n'ont pas encore été déclarés comme victimes. Nous proposons donc de changer le titre en : **Droits des personnes et des communautés affectées/Droit des victimes**. Les changements respectifs devraient être inclus tout au long de l'article, en changeant le mot "victimes" par "**personnes et communautés affectées**" ou en ajoutant le terme **personnes et communautés affectées**.

4.2: Le droit de l'accès à l'information devrait être davantage développé afin d'inclure des exigences plus strictes pour la divulgation des informations afin de faciliter les procédures judiciaires. En particulier, les communautés et les personnes concernées devraient avoir accès aux informations concernant les différentes entités juridiques liées à la société mère afin de faciliter la détermination de la responsabilité.

***Amendment 4.2:** Without prejudice to the paragraph above, ~~victims~~ **affected individuals and communities** shall:*

c. be guaranteed the right to fair, adequate, effective, prompt and non-discriminatory access to justice and effective remedy in accordance with this (Legally Binding Instrument) and international law, ~~such~~ including ~~as~~ restitution, compensation, rehabilitation,

satisfaction, guarantees of non-repetition, injunction, environmental remediation, and ecological restoration, including covering expenses for relocation of victims, replacement of community facilities, and emergency and long-term health assistance. Victims shall be guaranteed the right for long-term monitoring of such remedies.

f. be guaranteed access to information and legal aid relevant to pursue effective remedy; This shall include information relative to all the different legal entities involved in the transnational business activity alleged to violate human rights, such as property titles, contracts, communications and other relevant documents. In the case of the unavailability of such information, courts shall apply a rebuttable presumption of control of the controlling or parent companies. Such information shall serve for the adjudicator to determine the joint and several liability of the involved companies, according to the findings of the civil or administrative procedure.”

Nouveau paragraphe proposé 4.2.h: be guaranteed with access to independent technical advisory mechanisms that allow them to count with impartial objective evidences on harm or risk of harm caused by companies;

Cet amendement peut également être inclus dans l'article 7, paragraphe 2, en tenant compte du fait que des informations adéquates sur les relations commerciales, les mécanismes d'assistance technique et les questions connexes sont nécessaires pour garantir l'accès à la justice des personnes et des communautés affectées dans le cadre des activités des STN.

Un nouveau paragraphe sur les mesures de précaution devrait être ajouté :

Nouveau paragraphe proposé 4.4: Affected individuals and communities shall have the right to request State parties to adopt precautionary measures relative to serious or urgent situations that present a risk of irreparable harm pending the resolution of a case, as for instance in cases of risks of environmental harm.

Article 5. Protection des victimes

Nous voudrions proposer des amendements, ainsi que deux nouveaux paragraphes, afin de renforcer les dispositions de cet important article :

Amendment 5.1: State Parties shall protect victims, their representatives, families, communities and witnesses from any unlawful interference with their human rights and fundamental freedoms, including prior, during and after they have instituted any proceedings to seek access to effective remedy

Amendment 5.2 : State Parties shall take adequate and effective measures to guarantee all rights of a safe and enabling environment for persons, groups and organizations that promote and defend human rights and the environment, so that they are able to exercise their human rights free from any threat, intimidation, violence or insecurity. This obligation requires taking into account their international obligations in the field of human rights, their constitutional principles and the basic concepts of their legal system.

Nouveau paragraphe proposé 5.4: In order to comply with their obligations to respect, protect and fulfil the rights of this instrument, States parties shall avoid any type of collaboration with transnational corporations and other business enterprises of transnational character condemned for human rights violations

Nouveau paragraphe proposé 5.5: States parties shall ensure emergency response mechanisms in case of disasters caused by the action of transnational corporations and other business enterprises of transnational character

Article 6. Prévention

L'article sur la prévention est un article où des obligations directes devraient être imposées aux STN au-delà et séparément des obligations énumérées pour les États.

6.1 Cet article devrait inclure explicitement l'obligation de réparer les violations des droits humains et devrait inclure les entités du groupe économique et les chaînes de valeur des STN.

***Amendment 6.1:** State Parties shall regulate effectively the activities of ~~all business enterprises transnational corporations and other business enterprises of transnational character~~ domiciled within their territory or jurisdiction, ~~including those of a transnational character~~. For this purpose States shall take all necessary legal and policy measures to ensure that ~~business enterprises, including but not limited to transnational corporations and transnational corporations and other business enterprises that undertake business activities of a transnational character; within their territory or jurisdiction, or otherwise under their control,~~ respect all internationally recognized human rights and prevent, **repair** and mitigate human rights ~~abuses~~ **violations** throughout their operations, **including through their business relationships and global value chain**.*

***Proposed new paragraph 6.1.bis:** In order to comply with their obligations to respect, protect and fulfil the rights of this instrument, States parties shall adapt their administrative law to prevent the authorization of business activities of transnational character that would not meet the standards of human rights protection provided in this Legally Binding Instrument. State shall adopt higher standards in their own contractual relationship, in particular but not limited to public contracts, public-private partnership services and activity prestation and not enter into any type of collaboration with transnational corporations and other business enterprises of transnational character condemned for human rights violations.*

6.2 Cet article pourrait être reformulé pour être imposé directement aux STN, sans qu'il soit nécessaire d'adopter une loi nationale. Il devrait inclure l'obligation de publier une cartographie des risques, c'est-à-dire que les sociétés devraient publier explicitement la liste des activités, des pays et des projets individuels qui sont identifiés comme présentant des risques pour les droits humains et l'environnement. Elle devrait non seulement inclure l'obligation de "prendre les mesures appropriées" mais aussi celle de "mettre en œuvre efficacement", car de nombreuses entreprises ont déjà mis en place des procédures de diligence raisonnable mais uniquement sur papier. Cette obligation de mise en œuvre effective devrait incomber aux sociétés mères ou aux entreprises sous-traitantes et elles devraient être responsables de cette mise en œuvre effective tout au long de leur chaîne de valeur globale et de leurs relations commerciales telles que définies à l'article 1.5. Au point **6.2.b**, il est nécessaire de faire une distinction : les STN devraient « prévenir et mitiger » les risques, ainsi que « prévenir » les violations de droits humains, pas juste les mitiger. Ce langage, qui est conforme au Commentaire générale 24 du Comité DESC, représenterait un pas en avant dans la mise en œuvre du devoir de vigilance. En outre, au point **6.2.c**, le contrôle de l'efficacité des mesures ne devrait pas être effectué par les entreprises elles-mêmes (ou pas seulement). C'est pourquoi nous proposons d'ajouter une nouvelle disposition sur les devoirs des États de contrôler les mesures de diligence raisonnable prises par les STN (voir 6.4)

***Nouveau paragraphe proposé 6.2 :** Transnational corporations and other business enterprises of transnational character shall not take any measures that present a real risk of undermining and violating human rights. They shall identify and prevent human rights violations and risks of violations throughout their operations, including through their business relationships.*

***Amendment 6.2bis:** ~~For the purpose of Article 6.1, State Parties shall require Transnational corporations and other business enterprises of transnational character shall undertake human rights due diligence proportionate to their size, risk of severe human rights impacts and the nature and context of their operations, as follows:~~*

*a. Identify and assess any actual or potential human rights **violations** ~~abuses~~ that may arise from their own business activities, or from their business relationships **and publish the results of this assessment, including a list of activities, countries of operations and individual projects that are identified among their operations as posing risks to human rights and the environment;***

- b. Take **and implement effectively** appropriate measures to prevent and mitigate effectively the identified actual or potential human rights **violations**, including in their business relationships;
- c. Monitor the **implementation and effectiveness** of their measures to prevent, **repair** and mitigate human rights **violations**, including in their business relationships;
- d. Communicate regularly and in an accessible manner; **through participatory mechanisms**, to **the public and to other** stakeholders, particularly to affected or potentially affected persons, to account for how they address through **the effective implementation of** their policies and measures any actual or potential human rights **violations** that may arise from their activities including in their business relationships.

Nouveau paragraphe proposé 6.2 bis2: Failure to comply with due diligence duties under this article shall result in commensurate liability, administrative sanctions such as exclusions for public procurement and compensation in accordance with the articles of this convention.

6.3: Les mots "mais pas seulement" ont été supprimés, introduisant une restriction de ce qui est considéré comme une diligence raisonnable. Cela pose problème, car les entreprises considèrent généralement la diligence raisonnable comme une simple formalité.

*Amendment 6.3.a and .b: State Parties shall ensure that human rights due diligence measures undertaken by **transnational corporations and other** business enterprises of **transnational character** under Article 6.2 shall include **but not be limited to**:*

- a. Undertaking regular environmental and human rights impact assessments **ex ante and ex post** throughout their operations, **including in their business relationships and global value chains**;
- b. Integrating a gender perspective, in consultation with potentially impacted women and women's organizations, in all stages of human rights due diligence processes to identify and address the differentiated risks and impacts experience by women and girls;
- c. ~~Conducting meaningful consultations with individuals or communities whose human rights can potentially be affected by business activities, and with other relevant stakeholders, while giving special attention to those facing heightened risks of business-related human rights violations, such as women, children, persons with disabilities, indigenous peoples, migrants, refugees, internally displaced persons and protected populations under occupation or conflict areas;~~
- d. ~~Ensuring that consultations with indigenous peoples are undertaken in accordance with the internationally agreed standards of free, prior and informed consent;~~
- e. Reporting publicly and periodically on non-financial matters, including information about group structures and suppliers as well as policies, risks, outcomes and indicators concerning human rights, labour rights and environmental standards throughout their operations, including in their business relationships
- f. **Making publicly available and in an accessible manner all ex ante and ex post documents related to the human rights and environmental impacts of their projects and operations, long time before any consultations with individuals or communities are organised, and cooperating to the fullest extent needed with the State entities in charge of organising these consultations;**

Comme amendé ci-dessus, les paragraphes **6.3.c** et **6.3.d** devraient être déplacés dans un nouveau paragraphe 6.3bis car les consultations devraient être organisées par les États et non par les STN. L'article 6.3bis comprend l'obligation de mener des consultations significatives (« meaningful »), ce qui n'est pas suffisant pour garantir le respect du droit de participation à la prise de décision des populations concernées. Il est donc nécessaire d'ajouter le terme "obligatoire" (« mandatory »).

Dans l'article 6.3.bis.b, nous nous félicitons que le terme "consultation" ait été remplacé par "consentement". Mais la protection du droit au consentement libre, préalable et éclairé devrait être un devoir des États, et les consultations ne devraient pas être organisées par les entreprises elles-mêmes. Outre le droit au consentement libre, préalable et éclairé, le consentement devrait être étendu au-delà des communautés indigènes, et être compris comme :

- le droit d'être informé au préalable des risques liés à l'activité avant que l'entreprise ne s'installe ;

- le droit d'être protégé contre toute pression ou harcèlement et de pouvoir exprimer librement ses préoccupations et ses demandes concernant un projet ou une entreprise ;
- le droit de dire non, c'est-à-dire un droit de veto contre l'installation d'une nouvelle entreprise ou d'un nouveau projet s'ils estiment qu'il ne profitera pas à la population locale et qu'il présente des risques pour leurs droits.

Proposition de nouveau paragraphe 6.3 bis : States shall guarantee the right to consultation by :

*a. Conducting **mandatory and meaningful** consultations with individuals or communities whose human rights can potentially be affected by business activities, and with other relevant stakeholders, while giving special attention to those facing heightened risks of business-related human rights violations, such as women, children, persons with disabilities, indigenous peoples, migrants, refugees, internally displaced persons and protected populations under occupation or conflict areas;*

*b. Ensuring that consultations with indigenous peoples, **peasants and other concerned populations** are undertaken in accordance with the internationally agreed standards of free, prior and informed consent;*

6.4: Ce paragraphe a été modifié et stipule maintenant que “*States Parties may provide incentives and adopt other measures to facilitate compliance with requirements under this Article by small and medium sized business enterprises conducting business activities*”. Le rôle de l'État n'est pas de "fournir des mesures d'encouragement" mais de garantir que les entreprises se conforment à ces exigences. Quelques petites et moyennes entreprises se trouvent dans la chaîne de valeur globale des grandes entreprises dont elles dépendent, et leur capacité à respecter les droits humains, en particulier les droits des travailleurs, et les normes environnementales est entravée par les conditions qui leur sont imposées par les STN. Ce paragraphe doit être reformulé.

Proposition de nouveau paragraphe 6.4: States parties shall designate a competent authority with allocated responsibilities and adequate financial and human resources to monitor the effectiveness of the due diligence measures undertaken by the business enterprises as well as their effective implementation.

Proposition de nouveau paragraphe 6.4.bis: States parties shall ensure that parent and outsourcing business enterprises give all the necessary technical and financial means to the legal persons with whom they have business relationships and/or within their global value chain for them to be able to implement effectively the due diligence measures identified in 6.2 and 6.3. Complying with this duty of effective implementation remains the responsibility of the parent or outsourcing company.

Proposition de nouveau paragraphe 6.4.2bis: States parties shall provide financial guarantees mechanisms for activities with a high potential of damage to human rights, to be made immediately available to communities in case of harm.

6.7: Ce paragraphe fait référence aux mécanismes d'influence indue des intérêts privés sur les politiques publiques. Toutefois, ce sujet ne devrait pas être inclus dans l'article 5, mais plutôt dans un article distinct, afin de couvrir l'ensemble des dispositions du traité. Cet article sur l'influence indue pourrait éventuellement couvrir d'autres obligations générales des États au titre du traité et de sa mise en œuvre. Dans un article distinct, le contenu du paragraphe 6.7 devrait être formulé comme suit:

In setting and implementing their public policies with respect to the implementation of this (Legally Binding Instrument), as well as international norms and agreements, State Parties shall act to protect these policies, laws, policymaking processes, government and regulatory bodies, judicial institutions and intergovernmental institutions from undue influence of commercial and other vested interests of the private sector, ~~of persons conducting business activities, including those of transnational character, in accordance with domestic law.~~ Moreover, transnational corporations and other business enterprises of transnational character shall be bound by their obligations under this Treaty and shall refrain from obstructing its implementation by States Parties to this instrument, whether home states, host States or States affected by the activities of TNCs.

Enfin, nous proposons de compléter cet article sur la prévention par des dispositions établissant des obligations pour les institutions financières internationales et les États agissant au sein de ces institutions.

Proposition de nouveau paragraphe 6.8: *International financial institutions shall identify and prevent human rights violations by any entity they support financially. They shall not give any form of financial support (such as loans, subsidies, guarantees) to business enterprises, including through their business relationships, if they know or should have known that the operations of those entities present risks for human rights and the environment. Any conduct of these institutions and their managers that contravenes these duties stands to be corrected by suitable disciplinary, administrative or other measures including the possibility of affected people or communities to seek compensation and reparation from the concerned International financial institutions.*

Proposition de nouveau paragraphe 6.9: *When participating to the decision-making processes or any other action as member of International financial institutions, States shall do so in accordance with the States Parties' obligations established by the current (Legally Binding Instrument). They shall take all steps at their disposal to ensure that the institutions or the agreement concerned does not contribute to violations of human rights caused by business enterprises, including in their business relationships.*

Article 7. Accès aux recours

Nous nous félicitons de l'inclusion de l'article 7.5 empêchant l'utilisation de la doctrine du forum non conveniens. Nous proposons toutefois de supprimer le terme "légitime", qui est vague et sujet à interprétation, et de faire plutôt référence aux fondements de la juridiction prévus à l'article 9, en particulier l'article 9.3, qui définit les conditions dans lesquelles le forum non conveniens ne doit pas être utilisé

En ce qui concerne ce paragraphe sur le renversement de la charge de la preuve, nous estimons que le paragraphe révisé, tel qu'il se présente actuellement, a été affaibli. Bien que nous comprenions que cette question soit soumise à différents systèmes juridiques, le pouvoir devrait être donné aux tribunaux d'ordonner le renversement de la charge de la preuve afin de garantir que celle-ci ne reste pas à la charge des personnes affectées mais que ce soit le défendeur qui porte cette charge. C'est une façon d'assurer l'égalité des armes dans le processus judiciaire, en éliminant les obstacles qui existent pour les victimes lorsqu'elles veulent obtenir justice. Pour les régimes juridiques où le renversement de la charge de la preuve n'est pas possible, l'instrument juridiquement contraignant devrait encourager fortement la promulgation d'amendements aux lois pour permettre cette disposition afin de respecter le droit des victimes à accéder aux recours.

À la lumière de ce qui précède, et afin de renforcer cet article, nous proposons les amendements suivants :

Amendment 7.1 : *States Parties shall provide their courts and State-based non-judicial mechanisms, with the necessary jurisdiction in accordance with this (Legally Binding Instrument) to enable ~~victims'~~ affected individuals and communities' access to due process of law, adequate, timely and effective remedy. The use and access to non-judicial mechanisms shall not compromise the rights-holders' access to judicial mechanisms.*

Amendment 7.2 : *State Parties shall ~~ensure that their domestic laws~~ take the legal measures necessary to eliminate barriers in and facilitate access to information, including through international cooperation, as set out in this (Legally Binding Instrument), and enable courts to allow proceedings in appropriate cases. This shall include information relative to all the different legal entities involved in the transnational business activity alleged to harm human rights, such as property titles, contracts, communications and other relevant documents. In the case of the unavailability of such information, courts shall apply a rebuttable presumption of control of the controlling or parent companies. Such information shall serve for the adjudicator to determine the joint and several liability of the involved companies, according to the findings of the civil or administrative procedure." (Propose to include here if not included in 4.2.f)*

Amendment 7.3 : *State Parties shall provide adequate and effective legal assistance to victims throughout the legal process, including by:*

a. Making information available to victims of their rights and the status of their claims, which includes having language interpretation and translation assistance or equipment in other languages or mother tongues; according to article 4.2.f [as amended by us, or 7.2 depending on the place where the former amendment is included]

Proposition de nouveau paragraphes 7.3.f, g and h:

f. Ensuring a fair and impartial system of assessment and quantification of damages, independent from the influence of the entities that caused them

g. Lifting the corporate veil within their jurisdictions

h. Providing mechanisms for the reversal of the burden of proof in favour of those affected, when needed to ensure equality of arms

Amendment 7.5 : *State Parties shall ensure that the doctrine of forum non conveniens is not used by their courts to dismiss ~~legitimate~~ judicial proceedings brought by victims, in accordance with article 9.3*

Amendment 7.6 : *State Parties shall ensure that the ~~may, consistent with the rule of law requirements, enact or amend laws to reverse the~~ burden of proof is on the defendant to ensure equality of arms in the judicial process ~~in appropriate cases to fulfil the victims' right to access to remedy.~~*

Proposition de nouveau paragraphe 7.8 : *Nous proposons d'inclure un article avec le principe in dubio pro persona : States shall guarantee that if there is any doubt about the implementation of the LBI, people and communities that have been or are affected or threatened by the activities of transnational corporations and other business enterprises of transnational character will enjoy the widest protection of their rights.*

Proposition de nouveau paragraphe 7.9 : *Nous proposons d'inclure un article prévoyant des mesures de précaution: States shall make available mechanisms to allow affected communities and persons to demand precautionary measures to prevent harm.¹*

Article 8. Responsabilité juridique

8.1: Ce paragraphe devrait énoncer explicitement la nécessité d'instaurer des régimes de responsabilité administrative, civile et pénale. La responsabilité pénale est nécessaire car les condamnations civiles ne sont pas suffisantes et n'ont pas d'effet dissuasif.

Amendment 8.1: *State Parties shall ensure that their domestic law provides for a comprehensive and adequate system of **civil, administrative and criminal** legal liability of ~~legal and natural persons conducting business activities~~ transnational corporations and other business enterprises of transnational character, intended as natural or legal persons, domiciled or operating within their territory or jurisdiction, or otherwise under their control, for human rights violations that may arise from their own business activities; ~~including those of transnational character~~, or from their business relationships.*

Proposition de nouveau paragraphe 8.1.bis: *States Parties shall hold liable, even for their complicity, collaboration, instigation, incitement or concealment, the International Financial Institutions that have provided any kind of financial support to transnational corporations and other business enterprises of transnational character responsible for human rights violations, including through their business relationships and global value chain.*

8.5: Nous nous félicitons également de l'ajout d'une perspective de genre à l'article 8.5, mais il devrait également mentionner d'autres groupes vulnérables qui, compte tenu de leurs particularités, ne bénéficient pas de la protection adéquate.

¹ See Rules of Procedure of the Inter-American Commission on Human Rights, art. 25 (approved by the Commission at its 137th regular period of sessions, held from October 28 to November 13, 2009, and modified on September 2, 2011).

*Amendment 8.5. States Parties shall adopt measures necessary to ensure that their domestic law provides for adequate, prompt, effective, ~~and gender-responsive~~ reparations to the victims of human rights violations in the context of business activities, ~~including those of a transnational character~~, in line with applicable international standards for reparations to the victims of human rights violations. **These reparations should be adequate to the victims needs and vulnerabilities, such as gender, race, sexual orientation.** Where a ~~legal or natural person conducting business activities transnational corporation or other business enterprise of transnational character, intended as natural or legal persons~~, is found liable for reparation to a victim of a human rights ~~abuse violation~~, such person shall provide reparation to the victim or compensate the State, if that State has already provided reparation to the victim for the human rights ~~abuse violation~~ resulting from acts or omissions for which that ~~legal or natural person conducting business activities entity~~ is responsible.*

8.6: Ce paragraphe pourrait être une bonne source d'obligations directes pour les sociétés : il est nécessaire de préciser que les STN doivent conserver des fonds au cas où il y aurait nécessité d'indemnisation. C'est une façon de garantir que les STN soient tenues responsables et capables d'indemniser les personnes affectées par leurs activités.

Amendment 8.6: ~~State Parties may require legal or natural persons conducting in business activities in their territory or jurisdiction, including those of a transnational character, Transnational corporations and other business enterprises of transnational character shall establish and maintain financial security, such as insurance bonds or other financial guarantees to cover potential claims of compensation and judicial costs.~~

8.7: Cette disposition reste difficile à interpréter. Une disposition de l'article 8.7 devrait être ajoutée pour couvrir la responsabilité des STN pour leur incapacité à prévenir les violations découlant de leurs propres activités. En outre, il est très difficile de prouver les liens de contrôle ou de surveillance entre différentes sociétés ou entités ; il conviendrait plutôt d'ajouter une disposition sur la présomption de contrôle des sociétés mères et sur le renversement de la charge de la preuve.

En outre, l'ajout de "mais n'a pas mis en place les mesures adéquates pour prévenir l'abus" est problématique car il peut être utilisé par les STN et autres entreprises commerciales de caractère transnational pour échapper à leur responsabilité. En outre, elle crée une confusion car elle contredit l'ajout bienvenu de l'article 8.8 "La diligence raisonnable en matière de droits humains ne dégage pas automatiquement de sa responsabilité une personne physique ou morale exerçant des activités commerciales...".

8.8. La dernière phrase de l'article 8.8 devrait être supprimée car sa mise en œuvre peut être très problématique : elle concentrera les débats au tribunal sur ce que sont exactement les normes de diligence raisonnable et sur la manière dont elles doivent être interprétées, au lieu de se concentrer sur les violations ou les risques de violations. Pour plus de clarté, nous proposons les amendements suivants :

Amendment 8.7: States Parties shall ensure that their domestic law provides for the liability of transnational corporations and other business enterprises of transnational character ~~legal or natural or legal persons conducting business activities, including those of transnational character~~, for their failure to prevent human rights violations caused by their own activities, and for their failure to prevent another ~~legal or natural person company~~ with whom it has a business relationship ~~and/or within their global value chain~~, from causing or contributing to human rights violations ~~abuses, when the former legally or factually controls or supervises such person or the relevant activity that caused or contributed to the human rights abuse, or or when it should have foreseen risks of human rights violations abuses~~ in the conduct of their business activities, ~~including those of transnational character~~, or in their business relationships ~~and/or global value chain~~, ~~but failed to put adequate measures to prevent the abuse.~~

In addition, States Parties shall ensure that their domestic legislative provides for a rebuttal presumption of control of the controlling or parent companies. Such information shall serve for the adjudicator to determine the joint and several liability of

the involved companies, according to the findings of the civil or administrative procedure.

In the conditions defined above, any transnational corporations and other business enterprises of transnational character will be found liable for the damages caused by the activities of the entities in its global value chain or with which it has a business relationships.

Amendment 8.8: Human rights due diligence shall not automatically absolve ~~a legal or natural person conducting business activities~~ transnational corporations and other business enterprises of transnational character from liability for causing or contributing to human rights ~~abuses~~ violations or failing to prevent such abuses by a natural or legal person conducting business activities of transnational character as laid down in Article 8.7. The court or other competent authority will decide the liability of such entities after an examination of compliance with applicable human rights due diligence standards.

Une disposition clé manque à l'article 8 : établir la responsabilité solidaire des différentes entreprises qui participent à la violation des droits humains. Cette disposition complèterait le nouvel article 9.4 sur les demandes connexes.

Nouveau paragraphe 8.8bis proposé : The parent and outsourcing companies detent several and joint liability with their subsidiaries and the legal persons with whom they have business relationships and/or which are part of their global value chain regarding the obligations established in this (Legally Binding Instrument). The obligation to assume this liability shall be directly applied by judges in cases in which the existing legal framework in force in the home and/or host states or in the states in which the affected persons or communities are based is not adequate for the implementation of this (Legally Binding Instrument).

Article 9. Compétence juridictionnelle

9.1: Tout d'abord, comme déjà commenté dans le projet précédent, nous considérons que ce paragraphe devrait inclure une référence explicite aux chaînes de valeur globales des STN, afin de s'assurer qu'il sera possible d'introduire des actions en justice dans le pays d'origine de la société mère ou de la société d'externalisation.

Dans l'article 9.1.a, "les victimes sont domiciliées" a été remplacé par "la violation des droits humains s'est produite". Dans de nombreux cas, le pays où les victimes sont domiciliées est le même que le pays où la violation a eu lieu, et ce dernier est la règle commune appliquée pour le choix de la juridiction. Toutefois, il peut y avoir des cas, par exemple pour les travailleurs migrants, où le domicile de la victime est dans un autre pays où ses droits ont été violés ; dans ce cas, le fait de pouvoir porter plainte dans son pays de domicile peut faciliter son accès à la justice, même si la violation s'est produite dans un autre pays. Il convient donc de réintroduire ce critère.

Amendment 9.1: Jurisdiction with respect to claims brought by victims, irrespectively of their nationality or place of domicile, arising from acts or omissions that result or may result in human rights abuses covered under this (Legally Binding Instrument), shall vest in the courts of the State where:

- a. the human rights ~~abuse~~ violation occurred or risks to occur; or*
- b. the victims' domicile; or*
- c. an act or omission contributing to the human rights ~~abuse~~ violation or risk of violation occurred; or*
- d. the ~~legal or natural persons~~ company alleged to have committed, including through their business relationships and global value chain, such acts or omissions in the context of business activities are domiciled; or*
- e. the companies that have business relationships with the entity alleged to have committed such acts or omissions in the context of business activities, are domiciled.*

9.2: Dans l'article 9.2.d, le remplacement de "intérêts commerciaux importants" par "lieu principal d'activité" est une restriction claire dans la définition des domiciles des STN et des activités commerciales de caractère

transnational. Les "intérêts commerciaux substantiels" devraient donc être réintroduits, ou du moins "le lieu principal d'activité" devrait être mis au pluriel, pour couvrir les principaux pays où les STN concentrent leurs activités et leurs actifs. Dans le même objectif, nous pensons que "y compris à travers leurs relations d'affaires" devrait être déplacé après "domicilié".

*Amendment 9.2.d (option 1):... Without prejudice to any broader definition of domicile provided for in any international instrument or domestic law, ~~a legal person conducting business activities~~ a transnational corporation or other business enterprises of a transnational character, ~~including through their business relationships~~, is considered domiciled, **including through their business relationships or global value chain**, at the place where it has its:*

- a. place of incorporation; or*
- b. statutory seat; or*
- c. central administration; or*
- d. principal place of business; or substantial business interests***

Amendment 9.2.d (option 2):...

- a. patrimony ; or*
- b. place of incorporation; or*
- c. statutory seat; or*
- d. central administration; or*
- e. principal **places** of business; ~~or~~*

9.3 et 9.4 : Nous nous félicitons de l'introduction des articles 9.3 sur l'interdiction du forum non conveniens, 9.4 sur les créances connexes et 9.5 sur le forum necessitatis. En tout état de cause, ils pourraient être améliorés pour garantir leur efficacité. Le paragraphe 9.3 devrait se référer à couvrir toutes les provisions de l'art 9 et non seulement de 9.1, couvrant ainsi la définition du domicile des STN, ainsi que les provisions des créances connexes et du forum necessitatis. Dans le cas contraire, il y aurait des lacunes importantes.

*Amendement 9.3: Where victims choose to bring a claim in a court as per **this** Article 9.1, jurisdiction shall be obligatory and therefore that court shall not decline it on the basis of forum non conveniens.*

En outre, nous nous félicitons de la nouvelle disposition 9.4 relative aux créances connexes, qui permettra par exemple de juger une société mère et sa filiale opérant à l'étranger devant la même juridiction. Il s'agit d'une première étape importante pour établir ensuite leur responsabilité conjointe. Cette disposition devrait être améliorée en rajoutant les paragraphes suivants:

***Nouveau paragraphe proposé 9.4.bis:** Claims are closely connected in the sense of paragraph 9.4.a if: i. it is efficient to hear and determine them together; and ii. the defendants are related*

***Nouveau paragraphe proposé 9.4.bis2:** Defendants are related in the sense of paragraph 9.4.b, in particular if at the time the cause of action arose:*

- i. they formed part of the same corporate group;*
- ii. one defendant had business relationships with another defendant or controlled it directly or indirectly ;*
- iii. one defendant directed the litigious acts of another defendant; or*
- iv. they took part in a concerted manner in the activity giving rise to the cause of action.***

9.5: Bien qu'il ne soit pas explicitement mentionné, ce paragraphe introduit le forum necessitatis qui était également une de nos demandes, et est donc très bienvenu. Toutefois, la formulation doit être améliorée pour mieux définir cette notion et garantir l'efficacité de cette disposition.

Amendement 9.5: In order to avert a denial of justice, courts shall have jurisdiction over claims against ~~legal or natural persons~~ transnational corporations or other business enterprises of transnational character not domiciled in the territory of the forum State if

no other effective forum guaranteeing a fair trial is available and there is a sufficiently close connection to the State Party concerned.

Nouveau paragraphe proposé 9.6 : *A denial of justice in the sense of paragraph 9.5.a occurs if the court concludes upon hearing all interested parties, and after taking account of reliable public sources of information, that:*

- i no other court is available; or*
 - ii the claimant cannot reasonably be expected to seize another court.*
- c. A sufficiently close connection in the sense of paragraph 9.5.a consists in particular in:*
- 1.i the presence of the claimant;*
 - 1.ii the nationality of the claimant or the defendant. If the defendant is a legal person, its nationality is defined as the country where it has its registered office therein, or if it is controlled directly or indirectly by nationals of this country, or by legal persons having their registered office in this country ;*
 - 1.iii the presence of assets of the defendant, including through its business relationships ;*
 - 1.iv some activity of the defendant, including business activities of transnational character and through its business relationships ;*
 - 1.v a civil claim based on an act giving rise to criminal proceedings in the court seized of those proceedings, to the extent that that court has jurisdiction under its own law to entertain civil proceedings.*

Il faudrait également inclure une clause établissant que les structures d'arbitrage privées, telles que les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (MRED), qui sont investis dans les intérêts des STN, ne peuvent être compétentes pour traiter tout différend ayant des implications en matière de droits humains.

Nouveau paragraphe proposé 9.7: *States Parties shall not enter into any agreement that gives international investor-State arbitration bodies (ISDS) jurisdiction over any dispute that involve human rights implications.*

En outre, nous proposons d'intégrer la compétence universelle pour les crimes contre l'humanité et les violations du jus cogens.

Nouveau paragraphe proposé 9.8: *Where applicable under international law, States shall incorporate or otherwise implement within their domestic law appropriate provisions for universal jurisdiction for crimes against peremptory norms of international law and crimes against humanity caused by business activities of transnational character.*

Article 10. Prescriptions

10.1: Nous proposons de supprimer la référence aux crimes les plus graves et d'ajouter une référence aux droits du travail et aux normes environnementales.

Amendment 10.1: *The State Parties to the present (Legally Binding Instrument) undertake to adopt any legislative or other measures necessary to ensure that statutory or other limitations shall not apply to the prosecution and punishment of all violations of international **human rights law, Labour rights, Environmental norms and international humanitarian law.***

10.2 : La notion de délai raisonnable reste beaucoup trop vague pour garantir une protection adéquate des communautés et des personnes affectées. Il est nécessaire de l'amender comme il suit.

Amendment 10.2: *Domestic statutes of limitations applicable to civil claims or to violations that do not constitute the most serious crimes of concern to the international community as a whole*

shall allow ~~a reasonable period of time~~ a fair and adequate period of time for the investigation and commencement of prosecution or other legal proceedings, particularly in cases where the violations occurred in another State or when the harm may be identifiable only after a long period of time.

Article 11. Droit applicable

L'article 11 ne permet pas de résoudre clairement les conflits entre différentes législations nationales ou entre le droit international des droits humains et le droit du commerce et des investissements par exemple.

Il devrait être explicitement indiqué que le choix de la loi applicable devrait être le choix des communautés et des personnes affectées et/ou la loi la plus protectrice des droits des victimes. Dans ce sens, l'ajout de "à la demande de la victime" est bienvenu mais pas suffisant car il n'est pas garanti que le tribunal acceptera cette demande. Nous nous félicitons également du fait que la référence au droit interne a été supprimée de l'article 11.2.

*Amendment 11.2: Notwithstanding Art. 9.1, all matters of substance regarding human rights law relevant to claims before the competent court ~~may~~ shall, upon the request of the victim of a business-related human rights abuse or its representatives **and/or if another law better protects the victims' rights**, be governed by the law of another State where:*

a) the acts or omissions that result in violations of human rights covered under this (Legally

Binding Instrument) have occurred; or

b) the ~~natural or legal person~~ transnational corporation or other business enterprise of transnational character alleged to have committed the acts or omissions that result in violations of human rights covered under this (Legally Binding Instrument) is domiciled, including through its business relationships and global value chain.

De plus, nous ne comprenons pas la suppression de l'article 11.3, car il est important de souligner que les lois nationales qui sont plus protectrices ou bénéfiques pour les communautés et les individus affectés doivent prévaloir. Il devrait donc être réintroduit.

Nouveau paragraphe proposé 11.3: The (Legally Binding Instrument) does not prejudice a greater recognition and protection of any rights of victims that may be provided under applicable domestic law.

Enfin, nous proposons l'ajout du paragraphe suivant:

Nouveau paragraphe proposé 11.4: The choice of applicable law shall always be in accordance with the provisions regarding the primacy of human rights over trade and investment agreements and the ones that better protect the rights of the affected communities and people.

Article 12. Entraide judiciaire et coopération judiciaire internationale

12.3.x et 12.4: Les références à la législation nationale dans ces paragraphes réduisent la portée de cet article et devraient être supprimées.

Amendment 12.3.a.xi: ~~Any other type of assistance that is not contrary to the domestic law of the requested State Party.~~

Amendment 12.3.b: International judicial cooperation under this (Legally Binding Instrument) is understood to include, inter alia: effective service of judicial documents; and provision of judicial comity ~~consistent with domestic law.~~

Amendment 12.4: In criminal cases covered under this (Legally Binding Instrument), ~~and without prejudice to the domestic law of the involved State Parties~~

12.9.c: L'utilisation de "l'ordre public" comme possibilité de déni de procès dévalue la primauté des droits humains, l'exigence de lutte contre l'impunité et maintient une très vague marge d'objection de l'État concerné. Il convient donc de le modifier comme suit:

Amendment 12.9.c: where the judgement is manifestly contrary to the ~~ordre public~~ sovereignty of the Party in which its recognition is sought.

Article 14. Cohérence avec le droit et les principes internationaux

Dans cette nouvelle version du projet, il a été ajouté que les accords de commerce et d'investissement doivent être compatibles avec les obligations de ce traité. C'est une grande amélioration dont nous nous félicitons. Afin de renforcer les dispositions du futur traité, nous proposons les amendements suivants :

Amendment 14.5: States Parties shall ensure that:

*a: any existing bilateral or multilateral agreements, **private-public partnerships and contracts**, [...] shall be interpreted and implemented in a manner that will not undermine or limit their capacity to fulfil their obligations under this LBI and its protocols, as well as other relevant human rights conventions and instruments.*

*b. Any new bilateral or multilateral trade and investment agreements shall be compatible with the **human rights obligations of States' parties and of transnational corporation and other business enterprises of transnational character** under this (Legally Binding Instrument) and its protocols, as well as other relevant human rights conventions and instruments.*

Section II

Article 15. Dispositions institutionnelles

Le Comité reste un mécanisme très fragile, comme dans le projet précédent.

Il est essentiel de disposer d'une définition claire des critères de choix des candidats possibles nommés par les États pour composer le Comité, ce qui devrait exclure explicitement les personnes liées au secteur des entreprises.

En addition aux tribunaux nationaux, il est nécessaire d'établir une Cour internationale qui pourra recevoir les plaintes individuelles et collectives.

L'**article 15** devrait inclure la possibilité de déposer des plaintes contre les STN et rendre les recommandations du Comité contraignantes. Dans ce sens, nous proposons d'ajouter les dispositions suivantes :

Nouveau paragraphe proposé 15.4.a.bis: The Committee receives and considers complaints submitted by victims and affected communities concerning the activities of transnational corporations that act in contradiction to this legally binding instrument.

Nouveau paragraphe proposé 15.4.a.2bis: States Parties recognize the competence of the Committee to receive and consider communications to the effect that a State Party claims that another State Party is not fulfilling its obligations under the present Treaty.

*Nouveau paragraphe proposé 15.4.b.bis: The decisions rendered by the Committee shall be binding and shall be followed by action by transnational corporations **and other business enterprises of transnational character**, States Parties and related organizations (such as a special fund for victims, administrative sanctions for the companies concerned by the decisions, etc.).*

En outre, le Comité devrait guider les États dans leurs stratégies de réglementation des activités des STN en matière de prévention des violations des droits humains.

Nouveau paragraphe proposé 15.4.c.bis: The Committee may also make recommendations to States parties to guide them in their strategies to regulate TNC activities in order to prevent human rights violations. For this purpose, the latter may be assisted by independent experts and professionals in the fields in question.

Il est également nécessaire de créer un fonds qui serait financé par une taxe imposée aux STN.

*Amendment 15.7: States Parties shall establish an International Fund for Victims covered under this (Legally Binding Instrument), **funded by transnational corporations through an international tax, to provide for legal and financial aid to victims.** This Fund shall be established at most after (X) years of the entry into force of this (Legally Binding Instrument). Before the tax is implemented, only state parties will be in charge of financing the funding of these institutions, through the general UN budget. The Conference of Parties shall define and establish the relevant provisions for the functioning of the Fund.*

La Campagne mondiale estime que sans la mise en place d'un mécanisme international indépendant de mise en œuvre des traités, dont les décisions doivent être suivies, il ne sera pas possible de mettre fin à l'impunité des STN et de garantir l'accès à la justice des communautés et des personnes affectées. Ce mécanisme peut être mis en place en parallèle et être complémentaire au comité proposé dans cet article. Nous proposons un nouveau chapitre dans l'article 15:

Mécanismes internationaux de contrôle et d'exécution

1. The UN Treaty Bodies on Human Rights and other UN related complaint mechanisms shall be competent to directly receive complaints against TNCs and International Economic and Financial Institutions. They shall forward these to the International Court on TNCs, as instituted below.

2. Conflicts between TNCs and States involving human rights issues shall not be appealed to international arbitration tribunals on trade and investment. The instances that have jurisdiction to solve these conflicts are: international, national and regional jurisdictions, and mechanisms for monitoring and enforcement acting in a complementary manner.

3. To guarantee the implementation of the obligations set out by this Treaty, an International Court on Transnational Corporations and human rights is established. The Court has the competence to receive, investigate and judge complaints against TNCs for violations of the rights concerned and the obligations established in this Treaty.

4. The Court protects the interests of the individuals and communities who are affected by the operations of TNCs, which includes ensuring full reparation for them and imposing sanctions on TNCs and their managers.

5. The Court's rulings and sanctions are enforceable and legally binding.

6. The International Court shall function in accordance with the annexed Statute of the present Treaty.

7. An International Monitoring Centre on Transnational Corporations and human rights is created. It will be responsible for evaluating, investigating and inspecting TNCs' activities and practices. The Centre shall issue recommendations based on its findings.

8. The Centre is managed collectively by States, social movements, affected communities and other civil society organizations.

Article 16. Mise en œuvre

Cet article devrait protéger le processus de mise en œuvre contre l'influence indue des STN.

Nouveau paragraphe proposé 16.6: In implementing this LBI, States parties shall protect public policies and decision-making spaces from the undue interference and influence of commercial and other vested interests.

Article 18. Règlement des différends

Tout différend entre deux ou plusieurs États parties doit être résolu soit par la négociation, soit par des mécanismes judiciaires transparents tels que la Cour internationale de justice ou des organismes régionaux similaires, et non par un mécanisme d'arbitrage. La rédaction actuelle de l'article ouvre la porte à la possibilité que des tribunaux d'arbitrage soient compétents pour traiter les différends. Le modèle d'arbitrage peut être problématique, soulevant des questions relatives à l'impartialité et à l'indépendance des arbitres, au secret des procédures et au manque de prévisibilité et de cohérence. Nous suggérons donc les modifications suivantes :

Amendment 18.1: If a dispute arises between two or more State Parties about the interpretation or application of this (Legally Binding Instrument), they shall seek a solution by negotiation or by any other means of dispute ~~settlement acceptable to the parties to the dispute in international or regional judicial mechanisms.~~

Le phrase du paragraphe 18.2.b devrait être supprimée et remplacée:

Amendment 18.2.b: ~~Arbitration in accordance with the procedure and organization mutually agreed by both State Parties. Submission of the dispute to another international or regional judicial mechanism.~~

Enfin, afin d'être cohérent avec notre commentaire et notre proposition, le paragraphe 18.3 devrait également être supprimé :

Amendment 18.3: ~~If the State Parties to the dispute have accepted both means of dispute settlement referred to in paragraph 2 of this article, the dispute may be submitted only to the International Court of Justice, unless the State Parties agree otherwise.~~

Article 23. Dénonciation

Il n'est pas usuel de prévoir dans un traité portant sur les droits humains une clause de dénonciation. En effet, il ne s'agit pas d'un brevet ou un accord commercial qui est forcément limité dans le temps.

Comme le dit si bien le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU, « les droits de l'homme sont intemporels et sont l'expression des prérogatives fondamentales de la personne humaine. »²

A notre avis, l'article 23 n'a pas sa raison d'être d'autant plus que l'art. 21 donne la possibilité aux États parties d'amender le traité en question selon l'évolution dans les années à venir.

C'est pourquoi, nous proposons de la suppression de l'article 23.

² Voir, §2 de l'Observation générale N° 17, Le droit de chacun de bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur (par. 1 c) de l'article 15 du Pacte), E/C.12/GC/17, 12 janvier 2006.